



Rencontre du groupe-pays Burkina Faso

Chambéry / visioconférence, vendredi 16 juin 2023 (14h30-17h00)

En marge du Festival Lafi Bala organisé par la Ville de Chambéry

Compte-rendu

Introduction

Mot d'ouverture par **Aurélie Le Meur**, adjointe au Maire de Chambéry déléguée aux Relations internationales

Bruno Belin, Sénateur et conseiller départemental de la Vienne, Président du groupe-pays Burkina Faso (*à distance*)

La coopération décentralisée est de plus en plus difficile à mettre en place, au vu du contexte au Sahel et au Burkina Faso en particulier depuis plusieurs années. La situation économique et sécuritaire en Afrique de l'Ouest apparaît comme fortement dégradée. Le Burkina Faso traverse notamment une crise multiforme (humanitaire, économique, politique), face à laquelle il semble difficilement faire face.

Ainsi, malgré le sentiment anti-français qui continue de se propager dans la zone, il est nécessaire que le lien entre les collectivités françaises et burkinabé continue d'exister.

Cette réunion permettra donc de répondre aux questions des collectivités territoriales sur la coopération décentralisée au sein du pays, au vu de la crise multiforme qu'il traverse, et de croiser les témoignages d'acteurs de l'urgence et du développement.

I- Contexte

Salimata Nébié Codombo, Haut-Représentante du Mécanisme International de Prévention et Anticipation des crises au Sahel (MIPAS), ex-ministre du Genre et de la Famille.

Contexte actuel au Burkina Faso : point sur la situation des déplacés internes et réponses adaptées.

Le Burkina Faso possède actuellement **plus de deux millions de déplacés internes** et un grand nombre de sa population émigrant vers le Niger, le Mali ou encore la Côte d'Ivoire. Cette statistique fait écho à la crise sécuritaire que traverse actuellement le pays : la sécurité humaine n'y est plus garantie et tous les burkinabé sont actuellement en danger. Cette violence est notamment le fruit de l'activité de l'**État islamique dans le Grand Sahara**, une organisation militaire et terroriste d'idéologie salafiste djihadiste affiliée à Al-Qaïda. Cette organisation terroriste s'attaque à des symboles forts comme l'économie, la santé ou encore l'éducation : on dénombre actuellement 6253 écoles fermées dans le pays.

En comprenant cette violence, il est possible de développer des approches non militaires en lien avec la société civile, et c'est en ce sens que la coopération décentralisée peut servir de solution dans un pays où la violence a pris le pas. Elle contribue à l'amélioration des services essentiels, à travers des projets au plus proche des besoins des populations. La population doit être au cœur des dispositifs menés au sein du pays, en se fondant sur le socle culturel. Ainsi, le MIPAS est un mécanisme qui donnera une réponse plus globale à la situation du Sahel, l'accent sera mis sur la **prévention avec les jeunes** dans le but de **former des groupes de réflexion et de recherche**. Ce programme est déjà mis en œuvre au Mali, au Burkina et au Niger.

Amélie Guiot-Zimmermann, Conseillère de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France au Burkina Faso.

État des lieux de la coopération bilatérale, civile et humaine.

Nous avons eu accès à des données chiffrées sur : la situation humanitaire et de développement du pays, la coordination humanitaire, les crédits d'intervention & fonds spéciaux, les fonds humanitaires & de stabilisation français... Voir également le document PDF : « **État des lieux de la coopération bilatérale, civile et humaine** » disponible en pièce jointe.

II- Regards croisés : expériences d'acteurs de la coopération décentralisée et acteurs de l'urgence

Simon Pierre Tarama, responsable du sous-bureau d'OCHA dans la région du Nord.

La coordination des acteurs de l'humanitaires et de l'action des collectivités au sein de la ville de Ouahigouya.

Les acteurs de l'humanitaire et les collectivités travaillent conjointement pour pallier à la problématique des déplacés internes. En effet, à Ouahigouya, l'OCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs) dispose de 5 sites d'accueil temporaires mais aussi de zones de concentration de personnes déplacées internes. Ainsi les collectivités les accompagnent dans l'établissement de ces sites d'accueil temporaires car même dans une grande ville comme Ouahigouya, les acteurs de l'humanitaire rencontrent des difficultés pour trouver des espaces d'hébergement. Ainsi les collectivités et plus particulièrement les présidents de délégations spéciales (PDS) accompagnent les acteurs de l'humanitaire dans l'identification de ces sites, car ces collectivités connaissent très bien l'organisation de la ville. Ils les accompagnent également lors des négociations et des sorties opérationnelles.

Jean-Pierre Mahé, Experts-Solidaires (*à distance*).

Note d'information « Nexus Urgence / développement dans le cadre de la crise humanitaire au Burkina Faso ».

Trois projets de coopération décentralisée sont actuellement menés au Burkina Faso par Experts-Solidaires. La note « *Nexus Urgence / développement dans le cadre de la crise humanitaire au Burkina Faso* », diffusée par le réseau ACTEA permet d'exposer le contexte de l'eau au Burkina, de détailler l'approche Nexus (humanitaire, développement, paix), d'exposer les enjeux du Nexus/eau, de montrer des exemples d'approches mais également de donner des recommandations aux acteurs de développement dans une action Nexus.

La note est disponible sur la page du site de CUF dédiée à la rencontre : « **Note d'information Nexus Urgence** ». ¹

Perrine Bouteloup, pS-Eau.

Comment s'illustre la coopération décentralisée et non gouvernementale sur le secteur de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso ?

Cette présentation nous permet notamment d'avoir une vision des montants investis dans le secteur de l'eau et de l'assainissement par le pS-Eau depuis 2006. Cela permet de montrer que la coopération continue et que l'activité se maintient, même si elle évolue en fonction du contexte sécuritaire et aux nouveaux enjeux qui se posent sur le territoire.

Données chiffrées disponibles : « **Présentation pS-Eau** ». ²

¹ <https://cites-unies-france.org/Rencontre-du-groupe-pays-Burkina-Faso-a-Chambery>

² <https://cites-unies-france.org/Rencontre-du-groupe-pays-Burkina-Faso-a-Chambery>

Botetessan Bonou, Président de la Délégation Spéciale de Ouahigouya, partenaire de Chambéry.

Point sur la situation actuelle de la commune de Ouahigouya.

La commune est extrêmement touchée par le phénomène des populations déplacées internes. En effet, on dénombre actuellement 17 villages sur 37 et 174 134 habitants sur 199 436 qui sont actuellement considérés comme déplacés (données de mars 2023). Les conséquences de cette situation sont multiples : un arrêt des activités administratives de la commune dans beaucoup de villages (40 écoles fermées dont 28 398 élèves déplacés internes, des centres de santé et de promotion fermés, 9 centres secondaires d'état civil sur 19 sont fermés, les infrastructures marchandes en fonctionnement réduit, une impossibilité de recouvrer les recettes dans certains endroits ...), une augmentation du nombre et une accentuation de la délinquance et de la mendicité. Cette densité de la population a également un impact sur la circulation routière avec des accidents qui se multiplient et des capacités de la police municipale considérablement limitées.

Un système d'intervention mené par des acteurs nationaux est mis en place, avec notamment le ministère en charge de l'action humanitaire qui travaille conjointement avec le conseil national des secours d'urgence et des réhabilitations. La ville bénéficie également de plusieurs assistances extérieures, l'une par l'intermédiaire d'un projet communautaire de relèvement et de stabilisation du Sahel financé par la Banque Mondiale et l'autre via l'Agence Française de Développement qui a permis un approvisionnement en eau potable au niveau des sites d'accueil de personnes déplacées. Ces différentes interventions permettent à la ville de ne pas être victime d'un blocus, en effet plusieurs villages de la commune sont forcés à collaborer avec les groupes terroristes sous peine d'être isolés par le biais d'une interdiction de vente et d'achat de marchandises. En cas d'isolement, seules les forces de défense ont la capacité d'intervenir pour sauver la situation.

Des difficultés sont également présentes dans la coordination des interventions des acteurs humanitaires, ainsi, au niveau communal une coordination est mise en place pour mieux orienter les interventions ce qui permet d'éviter les interventions disparates.

Sadia Gharet, adjointe au Maire de Besançon délégué aux Relations internationales, partenaire de Douroula.

L'action conjointe de la ville de Besançon et de l'agence CORADE à Douroula.

La ville de Besançon et celle de Douroula sont jumelées depuis 2017 autour de 5 axes : le renforcement des compétences, la structuration d'activité agricole, le renforcement institutionnel, la préservation des ressources en eau et l'autonomisation économique et sociale. L'agence CORADE est un bureau d'études de droit qui agit notamment dans le développement durable et la gestion de l'eau au Burkina Faso, elle a pris contact avec la ville de Besançon dans le cadre de son intervention à Douroula en 2018 dans le cadre d'un projet COPRA.

Au cours de l'année 2022, dans le cadre d'un accompagnement technique, un équivalent de 10 000 euros de semences a été reversé aux habitants les plus démunis de Douroula, ce qui a permis un ensemble de 1040 kilos de semences améliorées distribués à 114 ménages pour un rendement de 800 kilos par ménage pour un hectare cultivé. Par la suite en 2023, en réponse aux nouveaux thèmes ciblés (santé, agriculture...) des latrines, des moustiquaires et des kits de premiers secours ont été financés. La ville de Besançon travaille également avec deux associations sur le territoire du Grand Besançon : **Solidarité Douroula** avec laquelle elle participe à plusieurs réunions sur la priorisation des actions et **Groupement régional des éducateurs sans frontière** qui agissent sur le thème de l'éducation.

Baptiste Lecuyot, Solidarités International : actions d'un opérateur de l'urgence et collaborations avec les collectivités territoriales.

Mode d'intervention de Solidarités international au Burkina.

Les trois secteurs d'intervention principaux de Solidarités International au Burkina sont : l'Eau l'assainissement et l'hygiène, les abris, et la sécurité alimentaire et les moyens d'existence. L'organisme est sur place depuis 2018 en lien avec le début de la crise au Burkina Faso. En raison de l'évolution de la forme des crises (multi facteurs, complexité) l'organisation s'inscrit dans le temps donc travaille sur des questions de durabilité en collaborant notamment avec différents types d'acteurs (du développement, institutionnel, collectivité, techniques, privé) et cherche également à développer des actions complémentaires. L'organisme travaille dans différentes régions du Burkina (Nord, Sahel, Centre-nord), en d'autres termes celles qui sont le plus affecté par la crise sécuritaire et les déplacements de populations. Plusieurs types d'interventions sont mises en place, mais Solidarités international utilise majoritairement un mécanisme de réponse rapide dont les modalités d'interventions sont très standardisées, dans le but de répondre à des chocs récurrents.

LISTE DES PARTICIPANTS

NOM	Prénom	Collectivité/Organisme	Fonction
AJDENBAUM	Delphine	Mairie de Paris	Chargée de mission Afrique et francophonie
ALMISSI	Tao	Mairie de Ouahigouya	Président de commission
ANDURAND	Lise	Ville de Chambéry	Chargée de coopération décentralisée
BELIN	Bruno	Conseil départemental de la Vienne	Sénateur
BERTHET	Arthur	Ville de Châtelleraut	Responsable coopération décentralisée
BONOU	Botessan	Délégation Spéciale de Ouahigouya	Président
BOUTELOUP	Perrine	pS-Eau	Chargée de mission
CALLEBERT	Martine	Commune de Linselles	Chargée de Mission aux Relations internationales
CHAUVEAU	Jean-Yves	Comité jumelage coopération Châteauroux-Bittou	Vice-président
GARNIER	Daniel	Ville de Fontenay le Comte	Président du Comité de jumelage Fontenay - Gaoua
GHARET	Sadia	Ville de Besançon	Adjointe à la Maire chargée des Relations Internationales
GIBOIN	Lucas	Cités Unies France	Chargé de mission
GIGUET	Bernard	La Clusaz- Aravis/Pama-Kompienga	Président
GUIOT-ZIMMERMANN	Amélie	Ambassade de FR au Burkina-Faso	Conseillère de coopération et d'action culturelle
KOUKOU	Jonathan	Cités Unies France	Stagiaire service Animation géographique et thématique
KOUMSOUGO	Aubin	Mairie de Ouahigouya	Chargé de projet
LALLEMANT	Philippe et Marie-Françoise	Linselles-Zogore / Via Zogore	Philippe, président de Via Zogoré
LE MEUR	Aurélié	Ville de Chambéry	1ère adjointe
LECUYOT	Baptiste	Solidarités International	Conseiller Senior Eau, Hygiène et assainissement
LEMOING	Françoise	Association Bretonne d'Aide Directe à l'Afrique Subsaharienne	Secrétaire
LEMOING	Christian	Association Bretonne d'Aide Directe à l'Afrique Subsaharienne	Vice-Président
LETOURNEUR	Jacques	Échanges Sahel	Trésorier
MAHÉ	Jean-Pierre	Experts solidaires	
MARCHAND	Françoise	Comite Laval-Garango	Membre du Conseil d'administration
MARCHAND	Daniel	Jumelage Laval-Garango	Secrétaire

MICHON	Dominique	Épernay jumelages	Membre
MICHON	Michelle	Épernay jumelages	Membre
NÉBIÉ CODOMBO	Salimata	Ministère du genre et de la famille	Directrice de la Coordination des Projets et Programmes et du Partenariat
PECRIAUX	SYBIL	Département de la Vienne CD86	Conseillère départementale chargée des relations internationales
PIGNE	Jérôme	2r3s	Président
PION	Odette	Chambéry solidarité internationale	Membre du Conseil d'administration
PRATO	Cécile	Région Auvergne-Rhône-Alpes	Assistante de coopération
ROBERT	Marie-Thérèse	Mairie de Belfort	Conseillère déléguée aux relations internationales
SAWADOGO	Issiaka	ACDIL/OAG	Directeur
WERGUET	Florent	Ville de Besançon	Chef du service des relations internationales
ZURECKI	Monique		Bénévole

PHOTOS



